



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 25/01/2024

Reçu en préfecture le 25/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00166-AR

S'LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0166

du 25 JAN. 2024

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

Portant fixation à compter du 01/01/2024 du  
tarif horaire applicable aux bénéficiaires de  
l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, et  
de la Prestation de Compensation du  
Handicap, pour les interventions réalisées par  
la Mutualité Française Vienne en mode  
prestataire

### LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à  
l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au  
taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et  
de l'enfance-famille ;


VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-014 du 25 octobre 2007 portant autorisation au  
service d'aide à domicile géré par la Mutualité Française Vienne ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0180 du 14 mars 2022 portant  
renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à  
Domicile délivré à la Mutualité Française Vienne ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018  
et ses avenants s'y afférents, entre le Département de la Vienne et la Mutualité Française  
Vienne ;

VU l'article 1er du décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux  
départements versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en application de  
l'article 47 de la loi de financement de la Sécurité Sociale n° 2020-1576 du 14 décembre 2020  
afin de prendre en charge une partie des coûts directement supportés par les Départements  
consécutivement à la conclusion de conventions ou accords collectifs de branche en matière de  
revalorisation des rémunérations versées aux salariés de ces services ;

VU l'avenant 43 agréé conformément aux dispositions de l'article L314-6 du  
code de l'action sociale et des familles et s'imposant ainsi aux autorités compétentes en matière  
de tarification avec une date d'effet à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;

Envoyé en préfecture le 25/01/2024  
Reçu en préfecture le 25/01/2024  
Publié le   
ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00166-AR

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 20 décembre 2023  
entre le Département de la Vienne et la Mutualité Française Vienne ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Le tarif horaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ainsi que de la Prestation de Compensation du Handicap, applicable aux bénéficiaires du service d'aide à la personne de la Mutualité Française Vienne est fixé comme suit :

#### **Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024 :**

23, 50 € par heure pour des interventions de la semaine, les dimanches et jours fériés.

**ARTICLE 2 :** Au titre de l'avenant 43, la dotation pour l'année 2024 calculée selon les activités prévisionnelles 2024 pour l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère est de 132 521 € pour 30 050 heures, soit à titre indicatif un coût horaire de 4,41 €.

Cette dotation est versée mensuellement à hauteur de 80 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, soit 8 835 €.

Le solde sera versé en 2025 sur la base des surcoûts 2024 réellement remontés par la Mutualité Française Vienne au Département, au plus tard le 31 janvier 2025.

**ARTICLE 3 :** L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 25/01/2024  
Reçu en préfecture le 25/01/2024  
Publié le  
ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00166-AR

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr).

Fait à POITIERS, le **25 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 25/01/2024  
Reçu en préfecture le 25/01/2024  
Publié le  
ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00166-AR

